

Accord de Coopération Et d'Echange

Entre l'Université Mohammed V- Agdal, Rabat
(Royaume du Maroc)

Et l'Université de Béjaïa
(République Algérienne Démocratique et Populaire)

Vu les textes législatifs et réglementaires en matière de coopération dans les domaines de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et Technique et de la Culture entre le Maroc et la République Algérienne Démocratique et Populaire,

l'Université Mohammed V- Agdal, Rabat, Royaume du Maroc représentée par son Président, Professeur Hafid BOUTALEB JOUTEI, d'une part,

et l'Université de Béjaïa, République Algérienne Démocratique et Populaire représentée par son Recteur Professeur Djoudi MERABET, d'autre part,

ont convenu ce qui suit :

Article 1 : Activités de coopération

L'Université Mohammed V - Agdal et l'Université de Béjaïa décident de collaborer dans le cadre de la recherche, de l'enseignement et de la formation ainsi que dans la diffusion des connaissances scientifiques et de la culture sur les bases suivantes :

- élaboration et participation à des programmes de formation, d'enseignement et des programmes conjoints de recherche;
- échange d'informations sur les activités scientifiques (documentations, publications, colloques, etc.);
- accueil des personnels de l'établissement partenaire (chercheurs, enseignants, étudiants). L'établissement d'accueil n'assume aucune responsabilité pour les dépenses encourues par les personnels de l'établissement partenaire;
- co-encadrement de doctorants dans le cadre de programmes conjoints de recherche;
- échanges de personnels techniques et administratifs en fonction des besoins spécifiques;
- promotion et participation à toutes formes d'échanges susceptibles de valoriser les institutions et les activités scientifiques élaborées, ou

commun, dans leurs environnements économique, industriel, social et culturel;

- accompagnement et échange dans le domaine de la nouvelle carte européenne de formations LMD (Licence, Master, Doctorat).

Article 2 : Domaines de coopération

L'accord portera sur l'ensemble des champs disciplinaires communs aux deux institutions dans les domaines des sciences pour l'ingénieur, des sciences humaines et sociales et des sciences économiques.

Article 3 : Conventions spécifiques

Des conventions spécifiques pourront préciser, selon les composantes des deux universités et/ou des domaines disciplinaires concernés, les objectifs, les contenus, les effectifs impliqués et les modalités pédagogiques, administratives et financières de mise en œuvre des bases de coopération décrites aux articles 1 et 2.

Ces mêmes conventions spécifiques indiqueront également les procédures de suivi et d'évaluation ainsi que leur périodicité.

Article 4 : Propriété intellectuelle

L'ensemble des informations recueillies ou échangées dans le cadre de la coopération et, notamment, lors des séjours scientifiques, ainsi que les résultats des recherches menées ou des techniques mises au point en commun ne pourront être divulguées à des tiers sans l'autorisation de chacune des parties impliquées.

Pour chaque projet comportant des coopérations dans le domaine de la recherche, les parties assureront une protection effective et un partage équitable des droits de propriété intellectuelle.

Les règles suivantes s'appliqueront à la coopération :

- dans le cadre des projets de recherche, chacune des parties reste seule titulaire de tous les droits de propriété intellectuelle acquis antérieurement ou résultant de recherches indépendantes;
- les résultats issus des projets non couverts par l'alinéa précédent, menés dans les domaines scientifiques décrits dans les conventions spécifiques et susceptibles d'être protégés au titre de la propriété industrielle, feront l'objet d'une protection sur les bases suivantes : en cas de dépôt

de brevet, les deux parties examineront ensemble les modalités de dépôt, d'extension et de maintien des titres de propriété en fonction des apports intellectuels et financiers respectifs des deux universités.

Article 5 : Réglementation en vigueur

Les échanges et autres formes de coopération prévus dans cet accord seront effectués conformément à la réglementation existante dans chaque pays.

Article 6 : Soutien financier

Pour permettre la mise en œuvre des actions de coopération prévues aux articles 1, 2 et 3 du présent accord, les deux institutions pourront solliciter l'attribution de moyens relevant du domaine bilatéral, d'une part, et/ou du domaine multilatéral, d'autre part. Les demandes concernant le financement des projets de recherche (équipement, fonctionnement, missions et stages de formation) feront l'objet de documents annexes présentés aux services gouvernementaux compétents et/ou aux partenaires.

Article 7 : Validité, modification et résiliation

Cet accord est conclu pour une durée de cinq ans et prend effet à la date de sa signature. Il peut être dénoncé, par écrit, par l'une ou par l'autre des deux parties, sous réserve d'un préavis de six mois et sans préjudice pour les actions de coopération en cours.

Il est renouvelable après avoir été à nouveau soumis aux autorités compétentes dans chaque institution concernée.

Le présent accord pourra être modifié ou amendé d'un commun accord entre les parties, au terme de chaque année universitaire à la demande écrite de l'une ou l'autre des parties dans les mêmes conditions que sa dénonciation.

Cet accord est rédigé en français et en arabe en quatre exemplaires originaux, chacun des exemplaires faisant également foi.

Rabat, le 09 JAN 2009

Professeur Hafid BOUTALEB JOUTEI



Président
Université Mohammed V - Agdal, Rabat

Béjaïa, le

Professeur Djoudi MERABET



Recteur
Université de Béjaïa